

Rifkin pour tous, ou presque

Le président de l'UEL a suggéré à Xavier Bettel d'intégrer dans le projet Rifkin la Chambre des salariés et celle des fonctionnaires.

Hier s'est tenue, sous l'égide du Conseil économique et social, la première réunion du deuxième cycle du dialogue social national consacré au semestre européen. La rencontre entre le gouvernement et les partenaires sociaux s'est concentrée sur le nouvel Examen annuel de la croissance 2016 que la Commission européenne a publié fin novembre 2015. Au cours de la deuxième réunion prévue fin mars 2016, «les discussions porteront davantage sur la situation du Luxembourg, et notamment sur une note à politique inchangée et les enjeux et orientations des finances publiques à moyen terme, ainsi que sur les principaux messages à tirer du rapport par pays 2016 du Luxembourg qui sera publié fin février 2016 par la Commission», observe le gouvernement en préambule de sa contribution. Hier, certains observateurs ont constaté que «Rifkin et la troisième révolution industrielle étaient à l'honneur», selon l'expression du directeur du Statec, Serge Allegrezza, qui commentait en direct sur son



Photo : archives lq

Michel Wurth.

compte Twitter. Idem pour le secrétaire général de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), Nicolas Henckes, qui reprend la proposition de Michel Wurth formulée le matin même, suggérant au Premier ministre d'inclure la Chambre des salariés et la chambre des fonctionnaires au projet Rifkin. Pour réinventer un modèle économique, le

gouvernement a fait appel à l'économiste Jeremy Rifkin pour réaliser une étude stratégique d'envergure intitulée «The Third Industrial Revolution Strategy» qui sera réalisée avec la Chambre de commerce en collaboration avec IMS Luxembourg. Il s'agit de dessiner et de mettre en place à long terme un nouveau modèle économique qui s'appuie sur la convergence des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'énergie et des transports au sein d'un réseau intelligent.

Ce dialogue dans le cadre de l'étude est particulièrement apprécié par les patrons mais ils mettent en garde, encore et toujours, contre «l'insoutenable» système de pension. «Cette évidence doit désormais être intégrée au débat politique afin que nous trouvions tous ensemble une autre façon de maintenir la qualité de notre protection sociale», a rappelé Michel Wurth hier.

Geneviève Montaigu